



Manifeste pour un socialisme de notre temps

ANCF

**Association Nationale des Communistes
Rassemblement de Communistes de France**

Parce que pour nous le « *bonheur est toujours une idée neuve* » et que, plus que jamais, le « *communisme est la jeunesse du monde* », en ces temps de retour des guerres coloniales, d'affirmation des volontés impérialistes, de mise en pièces des souverainetés populaires, de croissance des inégalités, de volonté de régression sociale de la part d'un capitalisme vorace qui dans le même temps pille et gaspille les ressources de la planète et met en danger les écosystèmes, nous voulons par ce manifeste réaffirmer qu'il est temps pour celles et ceux qui rêvent d'une autre société, de se rassembler sur les éléments essentiels permettant de bâtir les fondements d'un monde nouveau.

Redonner à la France sa place dans la lutte pour la paix et pour l'émancipation des peuples du monde

Le prestige de la France aux yeux des peuples du Monde s'est encore fortement dégradé, parce que les Présidents successifs Sarkozy (droite UMP – dits "Républicains") et Hollande (PS - parti dit "socialiste") ont pratiqué le même aventurisme guerrier, inféodé à l'impérialisme des États-Unis. L'image de notre pays ne pourra être restaurée que par une réorientation totale de sa politique extérieure.

La France doit sortir de l'OTAN et de l'Alliance Atlantique, machines de guerre héritées de la " Guerre Froide " anti soviétique, et pérennisée aujourd'hui contre la Russie, la Chine, et les peuples d'Asie, d'Europe et d'Afrique, désireux d'indépendance nationale. Cette Alliance, bras armé de l'impérialisme occidental, est aujourd'hui un risque majeur de guerres dans le Monde.

La France doit en finir avec les interventions armées, qui prétendent combattre le terrorisme, et qui n'ont réussi qu'à multiplier les " Djihadistes-Intégristes " en Lybie, en Afrique Sahélienne, et au Moyen-Orient. **La France doit cesser** son alliance privilégiée, et ses ventes d'armes, aux gouvernements du Moyen-Orient, qui y nourrissent depuis des décennies les subversions Islamistes, la Turquie d'Erdogan, membre de l'OTAN, qui achète le pétrole de DAECH et massacre les militants kurdes du PKK, l'Arabie Saoudite et les Émirats pétroliers du Golfe Arabique, qui fournissent en armes et en mercenaires les groupes de fanatiques " djihadistes ". **Elle doit dénoncer** le colonialisme israélien et cesser de traiter avec l'Etat d'Israël, en **s'engageant dans la campagne BDS** de soutien aux droits du peuple palestinien. Nous affirmons aussi que le choix des formes que les palestiniens donnent à leurs luttes leur appartient, et qu'eux seuls sont habilités à choisir l'objectif d'un état ou deux états comme solution démocratique, laïque et égalitaire pour les deux peuples.

Elle devrait au contraire pratiquer une diplomatie active de soutien à toutes les forces qui œuvrent au Moyen-Orient et en Afrique pour une solution négociée et pacifique, respectueuse des Nations, l'état national de Syrie, dont les dirigeants ne relèvent que des citoyens de ce pays, les Kurdes du PKK et du PJD, qui combattent courageusement contre les " Djihadistes " de DAECH, les gouvernements d'Iran, de Russie et de Chine et les pays présents à l'ONU, sans lesquels aucune solution pacifique ne verra le jour.



Sortir de l'UE et de l'Euro

La France doit se libérer des Traités de l'Union Européenne et de l'Euro, qui restreignent sa souveraineté en matière économique, monétaire, et politique. L'UE est depuis sa création une arme du Capitalisme mondialisé contre les travailleurs et les conquêtes sociales de chaque Nation de l'Europe. Elle n'est pas amendable, tout discours sur une imaginaire " Europe Sociale " relève de la démagogie.

La lutte nécessaire pour sortir de l'UE et de l'Euro doit se doubler d'un combat sans concession contre tous les nationalismes xénophobes, (FN en France, Pegida en Allemagne, PIS en Pologne, FPO en Autriche etc...). En détournant contre des boucs émissaires, Musulmans, Africains, Migrants... le mécontentement entraîné par les conséquences du Capitalisme, les nationalistes sont ses meilleurs alliés. **La France doit cesser** de soutenir les Nationalistes Ukrainiens, nostalgiques du Nazisme, qui rêvent d'une guerre contre la Russie.

Nous ne devons créer aucune illusion: Le Parti Socialiste ou les partis de Droite, soutiens résolu du Capitalisme mondialisé et de l'impérialisme occidental, ne vont pas se convertir par humanisme à cette nouvelle politique internationale de paix et d'internationalisme. Mais l'action résolue de l'opinion publique peut leur imposer des évolutions progressistes partielles, si la mobilisation est assez forte.

La France a connu au XX^{ème} siècle de grands mouvements populaires, contre les guerres coloniales, pour la paix et contre les armes nucléaires. Le rôle de l'Association Nationale des Communistes est de contribuer à faire renaître ce mouvement populaire anti-impérialiste affaibli, donner une nouvelle force à la solidarité internationale et combattre les nationalismes et les intégrismes religieux qui sont les avatars du fascisme.

En finir avec la monarchie patronale et la dictature de la propriété

Depuis 1945 le MEDEF n'a eu de cesse de remettre en cause les conquêtes de la Libération pour imposer de manière grandissante la dictature de la propriété qu'il s'agisse du travail, du logement, de la finance ou des moyens de communication. Ses attaques sont incessantes et la répression employée particulièrement forte car il rencontre dans notre pays, héritier de révolutions et de grandes luttes populaires, des résistances plus fortes et une remise en cause du système plus grande que dans bien des pays du monde.

Aux notions de service public, d'appropriation sociale, de solidarité nationale et intergénérationnelle, de **progrès social socle du progrès économique**, de culture et d'épanouissement, le grand capital, avec l'aide de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1946 (à l'exception notable des années 1981/1982), n'a eu de cesse d'agir pour imposer les notions d'enrichissement personnel, de pillage du bien commun, de marchandisation du sport, de la culture, de l'enseignement, des loisirs, d'accaparement des richesses créées et, par voie de conséquence, de fonder son développement sur l'accroissement des inégalités et de la misère.

Pour imposer ces choix, le capital organisé dans une alliance européenne, a entrepris la destruction systématique des communes et de l'Etat-nation, issus de la révolution française, au profit d'une « Europe des régions » conçue pour maximiser les profits et faire taire les peuples. Le capital a aussi besoin de diviser la classe ouvrière en particulier par l'arme du racisme et de l'exclusion. Dans des quartiers entiers, souvent construits par leurs pères, s'entasse une jeunesse promise au chômage et aux discriminations. Abandonnés du service public et de l'emploi, ces quartiers deviennent par voie de conséquence, des ghettos en proie à la mal vie, à l'économie parallèle et aux trafics souvent sources de délinquances diverses, quartiers qui ne reçoivent en réponse à leurs révoltes qu'une répression systématique.

Alors que les sciences et les techniques progressent chaque jour, paradoxalement les conditions de vie de celles et ceux qui permettent ces progrès régressent. Dans cette logique, si nous ne nous battons pas, l'horizon promis aux jeunes générations est plus sombre que celui gagné par les générations précédentes.

Il appartient aux communistes de ce temps de remettre en cause cette logique mortifère et de pousser la lutte des classes pour **en finir avec les monarchies patronales et la dictature de la propriété**.

Pas de progrès économique sans gestion souveraine populaire

Le capitalisme se caractérise d'abord par le droit que s'arrogue une minorité toujours plus restreinte et toujours plus riche d'être propriétaire des richesses produites et échangées par la grande masse des hommes et femmes de cette planète. C'est la course au taux de profit qui fait grandir les inégalités et accroît la misère.

Pour les communistes de France, la priorité c'est de **permettre l'appropriation sociale**, c'est-à-dire que le monde du travail s'approprié la gestion des richesses créées et les secteurs clefs de l'économie. Pour cela, il doit non seulement être décisionnaire de la répartition des richesses entre les producteurs et leur famille, mais aussi décisionnaire en matière d'affectation de la part des richesses créées à la protection sociale et aux services publics dans la conception de 1945 (santé, éducation, justice, logement, banque, transports, aménagement du territoire, justice...). **Cette appropriation est la condition sine qua non pour que le peuple exerce sa souveraineté.**

Il en va de même pour la monnaie dont la maîtrise par le peuple est aussi une condition incontournable de sa souveraineté.

Cette volonté de s'appuyer sur la souveraineté populaire percute de plein fouet les règles du capitalisme mondial et impose donc de s'en affranchir. Ainsi **nous refusons de reconnaître le bien fondé des dettes publiques** qui ne sont, et c'est particulièrement vrai pour la France, que le résultat de la privatisation des banques, de l'imposition de règles bancaires supranationales injustes derrière lesquelles s'efface l'état français depuis des décennies. Il est d'ailleurs remarquable d'observer que le montant de la dette publique française est exactement égal au montant des intérêts à verser aux banques privées depuis que les lois françaises et européennes ont changé les règles du jeu financier national et international.

Les communistes doivent affirmer qu'en France comme dans le reste du monde, **les politiques d'austérité ne sont pas la solution mais le problème et qu'aucun progrès économique n'est possible sans progrès social.**



Pas de progrès économique sans progrès social.

A l'instar de la Bolivie qui, en 2008, a avancé l'âge de départ en retraite de deux ans pour anticiper sur la crise économique mondiale, nous devons affirmer que le social est le socle de tout progrès économique.

Socle du progrès économique mais aussi condition sine qua non du progrès humain, et même, au point où nous en sommes aujourd'hui, **condition de survie de l'espèce humaine. Le progrès social est le rempart contre la barbarie à laquelle le capital promet l'humanité.**

C'est bien en ayant en tête ces conceptions qu'à **la notion d'égalité des chances nous opposons celle d'universalité des droits**, à celle de coût du travail celle de plus-value, à celle de charge celle de salaire socialisé, à celle de compétitivité celle de co-développement, à celle de monarchie patronale celle d'autogestion, à la dictature de la propriété celle de la classe "ouvrière" de notre temps. "

Le progrès humain ne peut se concevoir sans travail émancipateur, sans une protection sociale de haut niveau, sans un développement sans précédent de l'éducation et de la culture, sans une qualité de vie digne de notre degré de développement des sciences, sans une société débarrassée des discriminations de toutes sortes.

Au niveau social, la question première est celle de l'emploi. Elle est indissociable de celle du salaire. Dans un monde où la productivité a fortement augmenté, dans un pays comme la France où la productivité par heure de travail a été multipliée par environ 20 entre 1890 et 2006 ¹ et progresse de 2,2% par an depuis près de 40 ans², la priorité reste l'affectation de cette augmentation. Même avec les conquêtes ouvrières du siècle passé, la productivité par emploi a été multipliée par 10 sur la même période³, Il est donc possible de réduire fortement le temps de travail et d'augmenter les salaires afin que les gains de productivité servent au progrès humain.

Quand nous parlons de salaire, nous parlons bien sûr du salaire dans sa totalité, le salaire net et la part de salaire socialisé improprement appelé charges par le patronat. Pour cette part, nous voulons une sécurité sociale, comme cela était prévu à sa création, à savoir un seul régime général de sécurité sociale (maladie, accident du travail, vieillesse, famille, chômage) fonctionnant selon les principes d'unicité, d'universalité, de solidarité et de démocratie avec un pôle de mission de service public de centralisation du salaire socialisé.

¹ Rapport OFCE octobre 2009

² Idem

³ Idem

Enfin, le progrès social ne peut se concevoir sans une législation qui reprenne dans ses fondements la question de la souveraineté populaire sur l'économie et le social. Elle ne peut se concevoir non plus sans une augmentation considérable des moyens et des pouvoirs des lieux et institutions de contrôle : service public de l'emploi, inspection et médecine du travail, institutions représentatives du personnel, conseils de prud'hommes.



Il en est de même pour toutes les questions "hors travail" qui doit être l'objet d'une décision et d'une gestion publique. C'est en particulier la question du logement pour laquelle il est temps de revenir à d'autres conceptions issues, elles aussi, du CNR (Conseil National de la Résistance) et qui prévoyaient, entre autres, la dévolution du patrimoine foncier à la nation et l'aide à la pierre.

Rassembler notre camp et offrir des perspectives politiques à la convergence des luttes

Les pièges de l'union sans suffisamment de contenu, ceux de la gestion qui se voulait progressiste mais sans rupture véritable avec un capital sans cesse à l'attaque, les pertes de repères dues au primat de l'électoratisme, le manque de volonté de résistance aux offensives idéologiques, ont considérablement affaibli le mouvement communiste de France. Affaibli numériquement, affaibli idéologiquement. Comme nous l'avons déjà écrit la force communiste est aujourd'hui dispersée, émiettée. Pourtant l'idéal communiste, lui, est bien vivace il ne manque que de lui tracer une perspective : c'est le rôle que s'est assigné l'ANC. Nous n'avons pas décidé de rassembler des communistes qui, de par un passé militant, un engagement dans un parti (ou ayant quitté ledit parti..) auraient un CV de "communistes" !

Nous avons décidé de rassembler celles et ceux qui se réclament des idées communistes dans la diversité de leur expérience et de leurs engagements passés ou actuels et plus largement celles et ceux qui pensent que le capitalisme n'est ni aménageable ni "dépassable" et qu'il est temps **d'inventer le socialisme du 21^{ème} siècle** comme tentent de le faire des peuples et des états ailleurs sur la planète.

Dans ce combat pour une société nouvelle nous savons que nous devons nous unir avec toutes celles et tous ceux qui partagent pour partie nos objectifs. Construire des majorités d'idées, non sur la base d'arrangements de circonstance, ni en renonçant à ses valeurs, mais sur la base d'un contenu transformateur, est le rôle de tout communiste.

C'est en prenant en compte ces diversités d'histoire et de pensée que nous affirmons qu'**unité et identité sont deux notions indissociables**.

Le rôle des communistes est aussi de mettre en lumière les intérêts de classe qui rassemblent les différentes composantes de la classe ouvrière d'aujourd'hui du cadre à l'exécutant, de l'ouvrier à l'employé, du fonctionnaire au précaire, du chômeur au travailleur, du retraité à l'étudiant. C'est en ayant ces objectifs en tête que l'ANC travaillera à favoriser et à donner des perspectives politiques à la convergence des luttes.

Nul ne peut être communiste tout seul

Parce que nous savons que nul ne peut être communiste tout seul et que tout intellectuel collectif se construit dans l'addition de la pensée de chacune et chacun, nous appelons tout particulièrement ceux qui sont engagés dans l'affrontement contre l'exploitation capitaliste (les syndicalistes), les différentes composantes de la classe ouvrière, toutes celles et tous ceux qui veulent se réapproprier la pensée communiste à rejoindre l'ANC afin de tracer par un large débat et fonctionnement démocratiques, des perspectives de changement de société pour notre peuple.

Nous savons aussi que pour peser dans le débat d'idées nous avons besoin de nous rassembler, de nourrir la réflexion commune et de nous compter.

« Nous ne sommes pas des enfants que l'on peut nourrir avec la seule bouillie de la politique économique; nous voulons savoir tout ce que savent les autres, nous voulons connaître en détail tous les côtés de la vie politique et participer activement à chaque événement politique. »

(Vladimir Ilitch OULIANOV dit LENINE « Que FAIRE » 1902)

Retisser les liens avec le mouvement communiste et progressiste



Être communiste, c'est considérer que le capitalisme se développe par l'enrichissement d'une classe privilégiée grâce au travail de l'autre qu'elle exploite et opprime. La lutte de classe qui nous oppose au capital mondialisé donne encore plus de sens et de force à l'adage : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* ». Au 21^{ème} siècle, cela passe par le renforcement des liens et la menée de combats communs d'abord avec les militants de classe du monde entier. **Pour l'ANC, l'internationalisme est constitutif de son identité** et donc aucun peuple ne peut piller ou sous payer les richesses d'un autre peuple.

Nous revendiquons la mise en place d'échanges internationaux mutuellement avantageux parce que dégagés des multinationales et des accords de libre-échange armes de mise en concurrence sans fin des peuples et des territoires.

Au nom de nos valeurs il faut clairement dire que nous voulons bâtir des échanges commerciaux qui ne soient pas dépendants du dollar ni du franc CFA africain et du CFP pacifique pour les pays de notre ancien empire colonial : ces monnaies doivent être abandonnées pour leur permettre de retrouver leur souveraineté monétaire.

Cela suppose aussi en premier lieu de se libérer de la tutelle des organisations du capitalisme mondial telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce, dont l'Union Européenne et sa monnaie unique sont les instruments.

Internationalistes, nous sommes pour le développement de l'action d'institutions internationales qui doivent être utiles et respectueuses des peuples : ONU, UNESCO, Organisation Mondiale de la Santé, Organisation Internationale du Travail...

Dans ce combat nous ne sommes pas seuls en France et dans le monde. Nous ne sommes pas non plus sans histoire. Quels que soient les erreurs et échecs passés, il n'est pas contestable que les tentatives de remettre en cause le capitalisme ont pesé (et pèsent encore là où elles s'exercent) pour freiner la mondialisation capitaliste dont rêvent les impérialistes de tous poils.

Les luttes de libération nationale, l'expérience des pays socialistes, le mouvement en cours en Amérique du sud et particulièrement tenace à Cuba, le renouveau de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) et ses campagnes internationales, les refus des peuples des pays occidentaux qui régulièrement manifestent contre le talon de fer mondial sont autant de points d'appui.



Georges Mavrikos SG de la FSM lors d'une manifestation à Marseille

Les communistes ne sont pas les seuls mais partout où ils sont, ils jouent un rôle moteur. Nous devons développer avec eux des relations fraternelles et de combat pour rompre avec l'isolement dans lequel celles et ceux qui en France se réclament du communisme sont tombés.

Au moment où le mouvement français est trop souvent absent de rencontres avec les partis communistes et ouvriers du monde, il est important pour l'ANC d'affirmer qu'**être internationaliste aujourd'hui** ce n'est pas occuper les places que donne le PGE (Parti de la Gauche Européenne) qui soutient les forces sociale-démocrates dans nombre de pays de l'UE y compris contre les partis communistes de ces mêmes pays, mais **c'est prendre sa place dans le mouvement communiste international, signer les textes qui émanent de lui, participer aux campagnes internationales initiées par les partis communistes et ouvriers du monde** en particulier sur quelques points relevés au début de ce manifeste.



Nous devons **être attentifs et soutenir les initiatives de la FSM** qui œuvre pour la solidarité internationale, contre l'impérialisme, pour les droits des migrants et des peuples indigènes, soutient les luttes des paysans sans terre.

Évidemment ces liens privilégiés avec le mouvement communiste international n'excluent pas notre inscription dans des batailles internationales au contour politique plus large (Palestine, Kurdistan, Ukraine, Forum Social Mondial, Marches Mondiales des Femmes...) et dans lesquelles souvent les communistes des pays du monde tiennent une place primordiale.

Pour l'ANC, les liens internationaux sont l'histoire du mouvement communiste, ils sont aussi notre futur. C'est aussi pour affirmer notre place dans ce mouvement que nous choisissons comme emblème la faucille et le marteau, symbole reconnu par les communistes du monde entier.



Rejoignez l'ANC !

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Téléphone portable :

Courriel :@.....

.....✂.....✂.....✂.....✂.....✂.....

Statuts de l'ANC Association Nationale des Communistes (extraits)

Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Article 1 : **NOM**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre Association Nationale des Communistes

Article 2 : **OBJET**

Cette association a pour objet de rassembler les communistes dans leur diversité sur la base du projet défini ci-après.

Elle veut être un lieu de fraternité, d'échanges politiques et de repères communistes. En aucun cas elle ne peut se situer en concurrence avec les organisations existantes et dans cette optique aucun membre ne peut se présenter aux échéances électorales ou soutenir des candidatures opposées à des partis existants en se réclamant de l'ANC.

Par conséquent l'adhésion à l'association, aux buts qu'elle s'assigne, n'est nullement incompatible avec l'appartenance à une autre organisation existante se réclamant du communisme.

L'association porte un véritable projet de société : participer à inventer le socialisme du 21ème siècle, ouvrir une perspective révolutionnaire, promouvoir la justice sociale, la liberté, la paix, le bien être de chacun au profit de tous dans un monde sans classe, donner un point de vue communiste afin de peser dans le débat politique.

Ce projet est en mouvement. Il sera complété par les adhérent-e-s, par leurs pratiques, leurs apports en s'appuyant sur les motions et les orientations annuelles définies à l'article 9.

Article 3 : **MOYENS ET BUTS**

Le matérialisme dialectique, le matérialisme historique, la critique de l'aliénation des hommes et des femmes et de l'appropriation de la plus-value par le capital sont ses fondements idéologiques. Elle se propose d'impulser des campagnes d'action et des luttes en fonction de l'actualité.

L'ANC édite une publication nationale porteuse de son objet, outil de lutte et de diffusion de ses idées dans le monde du travail.

Elle se donne comme priorité de permettre à celles et ceux qui souffrent le plus du capitalisme (chômeurs, précaires, habitant-e-s des quartiers populaires, salarié-e-s confrontés aux bas salaires, personnes victimes du racisme et de toute forme de discrimination...) d'être, avec l'ensemble du monde du travail, à l'avant-garde de la lutte pour le changement de société, contre l'impérialisme et pour la paix.

Article 4 : **SIÈGE**

Le siège social est fixé à l'adresse suivante **6 rue Leibniz 75018 - Paris**